

PRÉSENTATION

Le journalisme face aux défis environnementaux

Magali Prodhomme, Université catholique de l'Ouest

Vincent Carlino, Université catholique de l'Ouest

Arnaud Mercier, Université Paris 2 Panthéon-Assas

Au sortir de la crise du Covid-19, en septembre 2021, en prélude des 14^e Assises du journalisme de Tours qui consacraient le thème de l'urgence climatique et les responsabilités journalistiques, l'enquête Viavoice (France Info, 2021) révélait que près de 45 % des Français jugeaient excessive la couverture de la pandémie et 53 % insuffisante celle dédiée « *aux questions posées par le changement climatique et l'environnement* ». Il faut dire que les périodes alternées de confinement et de déconfinement ont opéré un renversement de l'attention et ont donné l'occasion d'une réflexivité environnementale inédite dans un contexte où les médias traditionnels, focalisés sur l'urgence sanitaire, cherchaient encore une manière d'aborder l'urgence climatique. En effet, si l'accroissement de la médiatisation des sujets environnementaux et climatique est significatif, tous médias confondus, c'est le traitement jugé comme « *anxiogène* », « *catastrophiste* » et « *moralisant* » qui pose problème selon l'enquête Viavoice ». Cette médiatisation est plus largement révélatrice de ce que l'historienne de la littérature Marielle Macé appelle « *une parole polluée* » :

Je crois [...] qu'il entre dans nos responsabilités écologiques immédiates de « faire parole ». Que l'urgence, pour entendre le monde et tous ses vivants, n'est pas de se taire mais d'exercer avec soin ses responsabilités de vivants parlants, car la manière dont on parle (et dont on se parle) du monde, dans le monde, compte pour le monde (2021 : 16).

Les médias n'échappent pas à cette responsabilité de « parlants » en tant qu'ils accompagnent les préoccupations publiques, dont celles des défis environnementaux. C'est donc la nécessité de trouver le bon vocabulaire pour décrire les faits d'un dérèglement climatique avéré (Grousseau, 2023) qui mobilise les journalistes non sans résistance de la part des directions parfois rétives à signifier l'urgence (cf. le grand entretien de Claire Morvan dans les pages « Débats » de ce numéro). Pour Sophie Roland, formatrice aux enjeux climatiques et de biodiversité dans les rédactions, « *le nœud qui empêche le changement se situe à la tête des rédactions : il faut que les rédacteurs en chef écoutent les journalistes. Le problème, c'est la verticalité* » (Quef, 2024). Pour Loup Espargilière, rédacteur en chef de Vert, la solution se situe du côté de « *la créativité éditoriale et de la transversalité* ».

Les directions des rédactions, prises dans un dilemme qui oppose, d'un côté, des publics rassasiés d'urgences (sanitaires, climatiques) et de catastrophisme et, de l'autre, une communauté de chercheurs, de militants et d'acteurs publics qui n'ont cessé d'alerter, cherchent encore la bonne tonalité éditoriale, entre un journalisme de solutions, d'impact ou la consensualisation des questions environnementales versus leur politisation (Boltanski et Esquerre, 2022 : 217). Le défi est aussi un défi temporel pour les rédactions, écartelées entre

un mouvement de fond qui avance inexorablement (le réchauffement climatique et ses conséquences multifformes), qui s'inscrit dans la durée (l'échelle de temps pertinente va de la décennie au siècle) et une exigence de quotidienneté, de renouvellement des sujets qui semble peu compatible avec une saisie de l'inertie d'une lame de fond (Bødker & Morris, 2022). Comme le dit Daoust-Boisvert, la professeure en journalisme à l'Université Concordia : « [L]'urgence climatique peut être perçue comme un sujet "répétitif" et souffrir d'une certaine fatigue journalistique » (2023).

Une prise de conscience récente pour les médias

La question de la connaissance des risques de dérèglements climatiques est loin d'être récente. Déjà dans les années 1970, des scientifiques ont alerté (Rich, 2019), malgré les manœuvres de dissimulation des énergéticiens (Bonneuil, Choquet et al., 2011). Mais ce fut largement un rendez-vous manqué, et ce ne sont que l'accumulation des rapports du GIEC, avec une montée progressive en légitimité, puis la répétition de par le monde de catastrophes météorologiques qui ont aidé à la prise de conscience, au-delà du cercle des initiés et des militants.

Pour les rédactions généralistes, on peut dater de 2019, le moment où les critiques se font faites jour, y compris au sein des médias, pour dénoncer les insuffisances de la couverture médiatique sur cet enjeu désormais perçu comme crucial. Ainsi sous le titre « Dear journalists of Canada: Start reporting climate change as an emergency », Sean Holman, professeur de journalisme à la Mount Royal University à Calgary et ancien vice-président de l'Association canadienne des journalistes, lance un appel à l'esprit de responsabilité. Il s'indigne de ce que le rapport alarmiste de l'ONU du 6 mai 2019 sur le risque d'extinction d'un million d'espèces en raison de l'activité humaine en lien du changement climatique, n'ait donné lieu qu'à une faible médiatisation en Amérique du Nord. Il dénonce avec vigueur :

L'échec répété des grands médias canadiens à appliquer les principes fondamentaux du journalisme à la crise des changements climatiques à laquelle nous sommes confrontés. Les conséquences de cet échec pourraient être catastrophiques pour notre monde, ainsi que pour notre pays, qui est le quatrième producteur mondial de pétrole et l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre de la planète (Holman, 2018).

Comme il enjoint tous ses collègues à mieux couvrir l'enjeu climatique, il se sent obligé de préciser que « *je ne recommande pas aux journalistes de devenir des militants* ». Néanmoins, poursuit-il :

Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les Canadiens disposent des informations nécessaires pour prendre les décisions rationnelles et empathiques qui sont censées sous-tendre nos systèmes politiques et économiques, que ce soit aux urnes ou à la caisse. Et nous avons également la responsabilité de dénoncer les institutions publiques et privées lorsque leurs actions ou leur inaction nuisent aux Canadiens.

Ce texte fait écho à une accusation tout aussi sévère formulée en avril 2019 dans la prestigieuse *Columbia Journalism Review* où les médias sont accusés de « complaisance » :

À une époque où la civilisation s'achemine vers le désastre, le silence climatique continue de régner dans la plupart des médias américains. En particulier à la télévision, où la plupart des Américains s'informent encore, les exigences brutales des audiences et de l'argent empêchent une couverture adéquate de l'événement le plus important de notre époque. De nombreux journaux échouent également au test climatique (Hertsgaard et Pope, 2019).

La même année, la direction de la rédaction du quotidien britannique *The Guardian* fait acte de foi¹ en faisant le choix de « *dramatiser son vocabulaire sur le climat et l'environnement* » en se justifiant par l'entremise de sa rédactrice en chef, Katharine Viner :

Nous souhaitons nous assurer que nous sommes scientifiquement précis quand nous communiquons avec nos lecteurs sur ces sujets très importants. L'expression « changement climatique », par exemple, a une consonance très passive et apaisée alors que ce dont parlent les scientifiques est une catastrophe pour l'humanité (Delbecq, 2019).

Il faut rappeler aux gens que la crise climatique n'est plus un problème du futur, nous devons nous y attaquer maintenant et chaque jour compte. (Viner, 2019)

Ainsi, ce renoncement à l'euphémisation dans les descriptions des enjeux climatiques tout comme l'évolution de leur mise en image vont jusqu'à s'inscrire dans la charte typographique du quotidien qui place de facto les questions environnementales au centre de sa ligne éditoriale². À la difficulté du choix du vocabulaire pour rendre compte des enjeux environnementaux, s'ajoute celle d'une distorsion de temporalité entre les travaux scientifiques qui pointent l'urgence d'agir et un traitement médiatique parfois feutré comme si les conséquences du réchauffement climatique étaient encore à venir et relevaient du prophétisme. Wolfgang Blau, co-fondateur de l'Oxford Climate Journalism Network, explique ce décalage :

La couverture de la crise climatique étend considérablement l'axe temporel familier du journalisme et introduit donc un degré d'incertitude et de spéculation dans le journalisme qui va à l'encontre de ce sur quoi le journalisme est construit et dont il est fier (2022 : 24).

Pourtant les initiatives au sein de l'écosystème médiatique se multiplient, éparses ou retentissantes comme à l'occasion de la COP26 à Glasgow en novembre 2021, durant laquelle près de 60 journalistes spécialistes de l'environnement de 34 nationalités différentes, sous l'égide de Reporter sans frontières, lancent un appel solennel pour le respect du droit d'informer sur les questions environnementales. Le titre de l'appel est ramassé et sans équivoque : « Urgence climatique, urgence informationnelle ». L'initiative est reprise par le GIJN, le réseau international de journalisme d'enquête, qui propose d'accompagner les journalistes d'investigation pour conduire des « *enquêtes sur le changement climatique* » (McIntosh, 2021). Sur la même période, le magazine en ligne Bloomberg Green dédié aux actualités climatiques ainsi que le *Financial Times* retirent leur *paywall* le temps de la COP26. Les médias du monde entier deviennent progressivement parties prenantes d'un vaste mouvement de conscientisation environnementale avec l'accélération de stratégies éditoriales globales dédiées aux enjeux climatiques.

Quand l'environnement devient « un impératif » médiatique

Bien au-delà des COP qui s'égrènent et rendent vif le sujet, la question environnementale est devenue un véritable enjeu de positionnement pour les médias et précipite l'adaptation des rédactions qui avaient entamé voilà plus de 20 ans une lente professionnalisation du journalisme environnemental en tant que spécialité, jusqu'alors marginalisé, souvent discrédité et

¹ Nous pensons ici à la réflexion de Jean-Baptiste Comby sur les résonances entre le militantisme écologique et la production d'une information environnementale qui « *s'apparente alors à un véritable acte de foi* » (Comby, 2009 : 161).

² À noter qu'en avril 2019, *The Guardian* a porté, avec *The Nation* et la *Columbia Journalism Review*, et piloté l'initiative Covering Climate Now (CCNow) qui vise à améliorer la couverture médiatique des enjeux climatiques. Parmi les médias français partenaires de l'initiative, seuls *Libération*, *Les Echos-Le Parisien*, *20 minutes* et l'AFP s'y sont associés.

perçu comme militant au sein même des rédactions où les tentatives d'institutionnalisation pointent (Comby, 2009 : 162). En effet, c'est à partir des années 2000 « où l'espace alloué à l'actualité environnementale augmente considérablement grâce à la création de rubriques régulières et de (sous-) services dédiés » (Comby, 2009 : 165). Le chercheur rappelle que cette lente institutionnalisation de l'environnement comme spécialité journalistique s'est jouée largement en dehors du champ médiatique en s'appuyant sur une montée en puissance des interpellations d'agents sociaux tels que les associations de défense de l'environnement, des scientifiques, des économistes, des politiques qui ont placé au centre des débats les causes environnementales. Progressivement, l'ensemble de ces agents a contribué à forcer le passage à la médiatisation des enjeux environnementaux jusqu'à en faire un impératif éditorial.

Cet impératif s'est surtout incarné au sortir de l'année 2022 baptisée « année extrême du climat » durant laquelle les médias ont été vivement critiqués pour leur manque de cohérence et de transversalité dans leur couverture de l'été le plus chaud jamais mesurée en Europe (Dassonville, 2022). Ainsi, après un été anormalement brûlant, les rédactions se mobilisent et déploient plusieurs dispositifs : cellule climat (France Télévisions), référents climat (France Médias Monde), manifeste qui place l'environnement au cœur de la stratégie éditoriale (Radio France) et engagement des directions de groupe de presse à former largement leurs journalistes sur la base du volontariat³. À ce qui est alors désigné par Vincent Giret⁴ comme « une prise de conscience de la profession » va s'ajouter la multiplication de création de nouveaux médias, la plupart indépendants. Cette dynamique a été engagée avant l'année extrême du climat⁵ mais s'est accélérée depuis avec les créations notamment de Vakita, « un média d'enquête et d'action » centré sur les questions environnementales, lancé par Hugo Clément ou encore 2050Now, média en ligne du groupe *Les Echos-Le Parisien* dédié aux enjeux environnementaux, dont Vincent Giret a justement la responsabilité. C'est également sans compter, sur la même période, la multiplication de podcasts, de chaînes YouTube ou d'émissions consacrées au sujet en France comme à l'étranger⁶.

Une étape est alors franchie, puisqu'il ne s'agit plus d'intégrer de rares journalistes spécialisés sur le climat, ni même d'ouvrir une rubrique spécialisée, mais bien d'adapter l'ensemble des rédactions à cet enjeu, de former les journalistes à adopter les bons réflexes en la matière, de créer encore plus de médias, sites, bulletins... dédiés à ces enjeux, et finalement de donner l'exemple, en réfléchissant aux moyens de travailler et de produire l'information en conformité avec les recommandations scientifiques pour limiter l'empreinte carbone du journalisme.

Une charte pour un journalisme à la hauteur de l'écologie encore peu mobilisatrice

En France, c'est surtout l'initiative portée par un collectif de journalistes, qui publie à la rentrée de septembre 2022 une charte « pour un journalisme à la hauteur de l'écologie », signée dans la foulée par près de 600 journalistes, qui a marqué un tournant, au moins symbolique, dans le

³ Excepté au sein de Radio France qui a « identifié des cibles prioritaires comme les “rédacteurs en chef, journalistes politiques, économiques, journalistes” à l'antenne pour lesquels la formation sera obligatoire », explique Vincent Giret, directeur de l'information et du sport au sein de Radio France à l'époque.

⁴ À l'époque, directeur de l'information et des sports à Radio France, devenu depuis le directeur éditorial du média numérique 2050Now dédié aux enjeux environnementaux et lancé par le groupe *Les Echos-Le Parisien*.

⁵ Nous pensons ici à Vert, « le média qui annonce la couleur », créé en 2020, Bon Pote, blog de Thomas Wagner devenu un média en ligne en 2021 dédié au changement climatique, *Climax*, un fanzine qui revendique une contre-culture écolo créée en juin 2022, *Limite*, revue d'écologie intégrale en vente à l'abonnement depuis sa création en 2015 mais disponible pour la première fois en kiosque à l'été 2022.

⁶ De manière non exhaustive, nous pensons à la création en 2022 de Climate and Environment (lancé par *The New York Times*), Climate and Capital Media (USA), The Green Economy Coalition's newsroom (UK), Outrider Climate (USA) ou Climate Justice News (UK).

rapport des médias au traitement des enjeux climatiques. En treize points, la Charte « invite » la profession à modifier « notre » façon de travailler et interpelle sur le rôle de *gatekeeper*, rôle « *crucial des médias pour cadrer et transmettre les informations sur le changement climatique* ».

La charte a ceci d'intéressant qu'elle semble s'adresser autant à la profession qu'aux éditeurs quand elle stipule au point 10 de « *s'opposer aux financements issus des activités les plus polluantes* », pratique intégrée au sein des médias indépendants ou encore quand elle suggère, au point 9, de se former en continu ou enfin lorsqu'elle encourage, au point 12, un journalisme bas carbone notamment en incitant « *les rédactions à favoriser le recours aux journalistes locaux* » (Vert, 2022). Des points qui relèvent de la compétence décisionnaire des éditeurs et non des journalistes. Or, comme le souligne Laurie Debove, rédactrice en chef du média alternatif et engagé La Relève et la Peste, à l'occasion du bilan dressé en janvier 2024 sur le déploiement de la charte, « [I]es blocages à l'application de la charte demeurent nombreux [...] parmi les freins les plus courants une focalisation sur le bilan carbone plutôt que sur les changements éditoriaux, le peu de considération pour le climat, un manque d'effectifs, des chartes internes moins ambitieuses » (Quef, 2024).

Or si la Charte a été signée par près de 1500 journalistes⁷, sur les 34 000 journalistes encartés (chiffre lissé sur 2022 et 2023) soit 4,41 % de la profession, ce qui frappe ce sont les signataires « journalistes à titre individuel » qui sont employés dans des médias qui, en tant qu'organisations, n'ont pas signé la Charte. Ce constat fait écho au premier bilan dressé plus d'un an après le lancement de la Charte. Car à y regarder de plus près, parmi les signataires « rédactions », la grande majorité relève de médias indépendants et souvent spécialisés, à quelques exceptions près, là où les médias traditionnels et généralistes font figure de grands absents alors même qu'un nombre important de journalistes, parmi les signataires, relèvent des médias traditionnels tels que TF1, France Télévisions, *L'Obs*, BFM TV, *La République du centre*, *Le Monde*, *Libération* ou encore Radio France. À noter que ce dernier avait pris les devants en publiant sa propre charte au sortir de l'été 2022, intitulé « Le Tournant », s'engageant, par la voie de sa présidente Sybille Veil, à opérer un « tournant environnemental » au sein du média de service public. Tournant identique au sein de Radio-Canada qui a lancé sa stratégie environnementale en juin 2021, s'engageant à publier un rapport annuel « *d'écoresponsabilité* » et ayant notamment pour ambition de réduire de 25 % son empreinte carbone en moins de trois ans. Le bilan fin 2023 étant encore loin du compte (Bilodeau, 2024). Ainsi, si l'initiative d'une charte à la hauteur de l'urgence climatique a constitué sinon un point de bascule du moins une inflexion dans les médias, son adhésion se fait en ordre dispersé. Elle est révélatrice d'un écosystème médiatique partagé entre les médias historiques et de nouveaux médias, sorte de querelle des anciens et des modernes⁸ sur les questions environnementales, qui sont souvent le fruit des modèles économiques. En effet, à titre d'exemple, les engagements pris en 2022 par le service public (France Télévision et Radio France) n'ont pas résisté récemment aux arbitrages financiers : « *[D]isparition annoncée ou modification importante de plusieurs programmes phares sur l'écologie dans le service public* » (Reporterre, 2024). Entre-temps, le prix Albert Londres du livre 2023 a consacré le travail au long cours du journaliste Nicolas Legendre, pour son enquête sur le système agro-alimentaire breton, publiée sous le titre « Silence dans les champs » aux éditions Arthaud, après que la BD reportage sur les algues vertes en Bretagne remporte le prix du livre de journaliste des Assises du journalisme en 2020.

⁷ Selon les chiffres consultés sur le site de la Charte en date du 27 août 2024 : Vert le média, dans un article en date du 15 janvier 2024 annonçait 2000 signataires parmi les journalistes quand Reporterre en comptait, dans un article en date du 24 mai 2024, près de 1800.

⁸ Comme en témoigne cette remarque de Thomas Wagner, fondateur du média Bon Pote : « *J'aurais aimé que les journalistes du Figaro ou du Point soient là. Il faut se rappeler qu'on est dans une bulle, certaines rédactions ont axé leur traitement sur la croissance verte et le technosolutionnisme* » (Quef, 2024).

Environnement et journalisme : les trois enjeux (médiatisation, organisation, fabrication)

Pour permettre une vision globale de ces enjeux et de ces contradictions, trois dimensions se détachent, faisant chacune résonance avec ce que « *l'entrée dans l'ère écologique* » (Morin, 2020) peut faire au journalisme : nouvelles pratiques d'enquête et médiatisations ; nouveau design (rubrique, format, typographie, etc.) et nouvelle organisation rédactionnelle ; nouveaux processus de fabrication et diffusion. Comme d'autres secteurs d'activités, le journalisme n'échappe pas aux injonctions des questions écologiques, aux réflexions sur son empreinte environnementale (Bresson, 2020 ; Maxwell & Miller, 2017 ; Miller, 2015), aux répertoires des bonnes pratiques, à des formes culturelles émergentes écocentrées, à de nouveaux imaginaires, à de nouveaux ethos (Hoang, Mellot et al., 2022), bref à ce que Régis Debray désigne comme le « *changement d'englobant* » (Debray, 2020).

De nombreux travaux en sciences de l'information et de la communication ont développé une approche historique du traitement médiatique des questions de nature et d'environnement (Nedjar, 2000 ; Ambroise-Rendu, 2018). D'autres interrogent le rôle des journalistes dans la médiatisation de problèmes publics et de controverses environnementales (Allard-Huver, 2021 ; Botero, 2021 ; Carlino, 2018 ; Comby, 2015 ; Stein, 2019).

Mais les travaux et réflexions sur les deux autres dimensions du basculement environnemental du journalisme sont plus rares. Une analyse pionnière sur la constitution de rubriques « environnement » dans la presse (Comby, 2009) éclaire les changements organisationnels possibles face au défi climatique. La question du fact checking dédié aux enjeux environnementaux est une autre source de transformation organisationnelle, en donnant aux journalistes le noble rôle de lutter contre le déni et les mensonges des climato-sceptiques (Gillam, 2020). Certaines rédactions font un effort organisationnel énorme pour inventer un espace propre qui va au-delà de l'invention d'une simple rubrique, comme l'a fait le journal québécois *Le Devoir*, en 2022, créant un « *pôle environnement* » composé de douze journalistes venus de diverses rubriques pour aborder de façon transversale l'enjeu climatique, par exemple en abordant la « *justice climatique* ». Ce pôle a aussi la responsabilité de publier une infolettre hebdomadaire (*le Courrier de la planète*) et de développer une approche multimédia : enquête de terrain, vidéos pédagogiques, entretiens, infographies, etc.

Mais l'étude de l'adaptation économique des médias pour limiter leurs propres contributions au réchauffement global correspond à des pistes encore largement à explorer pour les chercheurs. Des interviews de responsables médias qu'on trouvera dans la partie Débats de ce numéro des *Cahiers*, viennent combler un peu ce vide. Mais on peut d'ores et déjà énumérer toute une série d'adaptations qu'on retrouve dans les entreprises de presse : modernisation des systèmes d'éclairage, terrasses végétalisées, locaux mieux isolés, recyclage des papiers et invendus, réflexion collective sur le numérique responsable, impression sur papier recyclé, choix d'encre non polluantes, réalisation de bilans carbone internes, substitution du train à l'avion, dès que possible pour les reportages, engagements environnementaux vis-à-vis de leur public, etc. Les initiatives ne manquent pas à l'instar de ce qui se fait dans bien des organisations. Néanmoins le passage massif de la presse au numérique et la montée en puissance des vidéos en ligne posent avec acuité la question de la sobriété numérique pour le monde de l'information.

Ce dossier contribue à cette réflexion à partir de recherches originales sur le journalisme et associe les approches centrées sur la médiatisation des questions environnementales et climatiques à celle des pratiques des professionnels de l'information. Si la médiatisation des questions environnementales a été pensée comme « dépolitisée », sa place grandissante dans le débat public et dans les médias interroge les pratiques des journalistes. En effet,

il paraît difficile de séparer la médiatisation du changement climatique et le rapport qu'entretiennent les journalistes avec cette question. En tant qu'acteurs du débat public et, plus pragmatiquement, d'une industrie de l'information qui s'avère elle aussi polluante, journalistes et rédactions interrogent leurs pratiques, représentations, organisations en fonction des enjeux environnementaux auxquels ils se trouvent aussi confrontés. Dans le prolongement d'une approche de l'éthique située, ce numéro offre l'occasion de réfléchir aux pratiques journalistiques au prisme des normes, valeurs et représentations des médias et de leur rôle face aux enjeux climatiques.

Ce dossier compte huit articles qui consacrent très largement la question de la médiatisation des questions environnementales déployées sur des thématiques telles que la pollution de l'air, la collapsologie, les pesticides tueurs d'abeilles, l'éolien en mer ou encore les inondations. Outre la diversité des problématiques environnementales soulevées dont il faut souligner l'effet important du marqueur « territoire », ces contributions interrogent des formes de médiatisation distinctes notamment sur les dynamiques de cadrage, leurs effets de politisation ou leur traitement sous l'angle de la controverse. Elles donnent à voir l'évolution de cette médiatisation des enjeux environnementaux sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs qui tiennent à l'évolution spectaculaire de l'écosystème médiatique et celui socio-numérique, la mise à l'agenda politique et public pressante de ces enjeux et enfin à une inflexion des rédactions sur le traitement réservé aux questions environnementales.

Ce numéro s'amorce par trois contributions qui interrogent le rôle des médias d'information dans l'espace public. En premier lieu, le traitement de sujets environnementaux révèle le positionnement voire l'engagement des médias, ainsi que l'entrée d'acteurs qui contribuent à la mise en visibilité d'informations. C'est ce que montrent **Emmanuel Marty, Jean-Marc Francony et Alexander Kondratov** au sujet du problème public de la pollution de l'air de la région Rhône-Alpes. Dans leur étude fondée sur un corpus étendu (près de 539 articles de PQR et près de 2353 tweets sur la période 2014-2019), les auteurs interrogent la capacité d'acteurs locaux à renouveler les sources sur la qualité de l'air notamment sur les réseaux socio-numériques. L'article met en résonance « *une compétition de cadrages* » entre la PQR et les nouveaux entrants de l'information locale dont l'attention supposément plus forte aux acteurs marginaux ou minoritaires favoriserait le débat public local. L'hypothèse particulièrement stimulante des auteurs considère un renouvellement à la fois des sources et des processus d'alimentation voire de revitalisation du débat démocratique sur la question de la pollution de l'air, dont les auteurs soulignent à juste titre qu'elle est « *moins visibles que d'autres formes de désordres écologiques* », mais surtout que son traitement médiatique s'effectue « *en creux, lors des différents pics de pollutions* ». Ce travail s'appuie sur une analyse de discours dont l'objectif est d'identifier les modalités de circulation de sens entre médias d'information et les porteurs de causes. Elle révèle que la PQR est « *peu apte à proposer des outils de mise en politique de la pollution de l'air* » et déploie des modalités énonciatives et des cadrages qui participent de neutralisation de la conflictualité notamment en s'appuyant sur des sources institutionnelles. Par contraste, les nouveaux entrants participent, eux, à un renouvellement des dynamiques socio-discursives de médiatisation des enjeux environnementaux centré sur un re-politisation de l'écologie.

Ensuite, la contribution d'**Akila Nedja-Guerre** étudie le cadrage des sujets environnementaux dans les médias de Nouvelle-Calédonie. À partir d'une analyse de l'information numérique de la chaîne publique Nouvelle-Calédonie la 1^{ère} et du quotidien *Les Nouvelles Calédoniennes*, l'auteure identifie la prégnance d'une approche coloniale de ces sujets. La gestion institutionnelle du patrimoine naturel et la protection de la biodiversité constituent le cadrage majoritaire qui reflète une « *perception européenne* » des sujets. Par exemple, la régulation des populations de chauves-souris pendant la pandémie de Covid-19 fait s'opposer une approche

de protection des espèces qui se heurte aux traditions culturelles alimentaires locales. Le traitement médiatique reflète une approche de la proximité avec les populations qui décline une « logistique étatique » hexagonale et peine à intégrer les cultures des populations autochtones. En complément, la contribution d'**Amélie Daoust-Boisvert** se penche quant à elle sur la mise en visibilité des thématiques environnementales dans la couverture de la conférence de Glasgow (COP26) par six médias québécois francophones. Les publications recueillies sur Twitter et Facebook traduisent des cadrages multiples selon les plateformes. Ainsi, l'auteure avance que l'analyse quantitative du nombre d'articles publiés est insuffisante. Celle-ci doit se compléter par l'observation des variations de cadrage des thématiques environnementales d'un même média entre plusieurs espaces numériques, ce que l'auteure nomme « *journalisme multiplateforme* ».

Dans un deuxième temps, les contributions abordent les enjeux politiques de l'écologie dans les médias. **Ariane Bénoliel, Elsa Régnier et Ysé Louchet** interrogent les dynamiques et ressorts de (dé)politisation du traitement journalistique du récit effondriste dans la presse généraliste. À l'appui d'un corpus de 199 articles issus de la presse généraliste ainsi que d'une dizaine d'entretiens semi-directifs auprès de journalistes et de personnes « *appartenant à la nébuleuse collapsologique* », les auteurs rendent compte de l'évolution du cadrage médiatique sur les thèses collapsologiques corrélé à celui dédié aux questions écologiques au sein des rédactions et à leur mise en débat politisante. Elles révèlent d'une part que la prégnance médiatique de la collapsologie dans la presse quotidienne généraliste tient plus à l'actualité de l'édition qu'à un choix médiatique de mise en conflit du sujet dans l'espace public et, d'autre part, que son cadrage médiatique s'inscrit dans une logique de « *politisation en trompe-l'œil* », caractéristique de la médiatisation des questions environnementales. La compréhension des dynamiques de politisation s'enrichit à la lumière d'autres contextes internationaux.

Au sujet des discours politiques institutionnels, **Dan Yao et Etienne Damome** analysent le rôle des médias dans la protection de l'environnement en Chine depuis une double perspective historique et médiatique. La perspective historique est ici bienvenue dans un pays où les auteurs rappellent que « *la croissance économique reste la priorité nationale par rapport à l'environnement* », mais également où les médias sont soumis au contrôle des autorités. L'histoire rappelle que les politiques successives de développement économique ont contribué certes à moderniser le pays, mais ont entraîné dans leur sillage une crise écologique inédite que l'État gère à grand renfort de réglementations et par la propagande. À travers un corpus de 238 articles extraits de deux « *journaux commerciaux* » chinois (vs la presse du parti) réputés pour leur esprit critique, les auteurs soulignent une médiatisation plus active sur les questions environnementales, notamment liée au fait que l'état chinois n'en fait pas « *un sujet sensible* », mais une médiatisation qui colle aux discours officiels pour ne pas dire les conforte en valorisant les actions du gouvernement. Si les journalistes s'autorisent à évoquer les problèmes environnementaux, leur corrélation avec l'industrialisation et l'urbanisation du pays où des problématiques sanitaires récurrentes sont invisibilisées. Les auteurs émettent l'hypothèse d'une auto-censure de la part des journalistes dont les éditoriaux restent soumis aux cadrages du parti.

Au Québec, la contribution de **Lucie Loubère, Sylvia Kasparian et Fahim Ashkar** montre que la médiatisation du changement climatique facilite la construction du problème public des inondations. Leur étude interroge la manière dont la presse généraliste modifie les représentations des inondations qui deviennent de plus en plus fréquentes et intenses sur une période de dix ans (2010-2021). Phénomène fréquent au Canada notamment dans les nombreuses grandes villes situées en bordure de fleuve, les inondations confinent parfois aux maronniers. Le vaste corpus de 9726 articles issus de la presse quotidienne et francophone canadienne témoigne d'une évolution des discours précisément sur la question du changement

climatique qui n'est plus, comme en 2010, appréhendé comme un phénomène à venir mais comme un état de fait. Dès lors, le traitement médiatique des inondations abandonne la perspective « événementialiste » du phénomène pour le considérer plus largement comme imputable au réchauffement climatique. Cette évolution est surtout notable sur les années 2020 et 2021 qui marquent une rupture avec la mobilisation de discours scientifiques et la remise en cause des politiques urbanistes.

Enfin, deux contributions portent sur des controverses environnementales qui permettent d'observer la médiatisation de l'éolien offshore et des pesticides. Au-delà des spécificités de ces controverses, les travaux soulignent l'importance de la prise en compte de critères d'analyses supplémentaires dans la médiatisation de l'écologie. **Nataly Botero** et **François Allard-Huver** étudient la construction de la figure de l'abeille au sujet des néonicotinoïdes. Dans la presse, la nocivité de ces produits est résumée par leur caractéristique de mettre en danger les abeilles, « *animal totémique par excellence* » de la transition écologique. Ce procédé contribue à la mise en récit de la controverse dans les médias qui aboutit à une forme de dramatisation à travers une opposition entre des espèces à protéger ou à détruire (les abeilles pollinisatrices face aux pucerons ravageurs) ainsi qu'entre des filières à protéger (les apiculteurs face aux betteraviers). Ainsi, les auteurs proposent de développer une attention à la construction de symboles par les discours journalistiques qui induisent une lecture dramatique ou polémique. Dans le cas des controverses sur l'implantation d'éoliennes, **Jules Dilé-Toustou** et **Catherine Quiroga** saisissent les identités journalistiques à partir des médias qui s'emparent du sujet. Les médias indépendants d'ampleur nationale valorisent l'enquête dans une perspective de mobilisation politique nationale, tandis que les journalistes de PQR revendiquent une posture de neutralité et de proximité avec les populations locales. Cette tension dans les identités journalistiques se traduit dans les cadrages des articles à propos de l'éolien offshore. Les récits du quotidien rapportés par les journalistes locaux tendent à « diluer » les enjeux politiques, alors que les médias indépendants nationaux s'intéressent au sujet « *une fois les travaux entamés et la contestation accentuée* ». Cette étude amène les auteurs à souligner l'importance de considérer le financement des médias et leurs modèles de gouvernance dans la médiatisation des questions écologiques. ■

Magali Prodhomme et Vincent Carlino sont maîtres de conférences à l'Université catholique de l'Ouest, Arnaud Mercier est professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas.

DOI : 10.31188/Cajsm.2(11).2024.R003

Références

Allard-Huver, F. (2021). Ce que les SIC font aux controverses environnementales, ce que les controverses environnementales font aux SIC. *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne] journal.openedition.org.

Ambroise-Rendu, A. C. (2018). La catastrophe écologique de Tchernobyl : les régimes de fausseté de l'information. *Le Temps des médias*, 30, 152-173. [en ligne]

Anh Ngoc Hoang, T., S. Mellot et M. Prodhomme (2022). Le numérique questionné par l'éthique située des écologies politiques : éclairages par l'approche info-communicationnelle sur l'émergence de questionnements écologiques du numérique dans l'espace public. *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne] journal.openedition.org.

- Bilodeau, M. (2024). Radio-Canada passe au vert (pâle). *La revue des médias* [en ligne], larevuedesmedias.ina.fr, 08.04.2024.
- Blau, W. (2022). Le changement climatique, le plus grand défi pour le journalisme. *Méta-media #21 – Médias & Climat : changement, crise ou catastrophe ?* [en ligne] meta-media.fr.
- Bødker, H. et H. E. Morris (dirs) (2022). *Climate change and journalism: Negotiating rifts of time*. Routledge.
- Boltanski, L. et A. Esquerre (2022). *Qu'est-ce que l'actualité politique ? : événements et opinions au XXI^e siècle*. Gallimard.
- Bonneuil, C., P.-L. Choquet et B. Franta (2021). Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021. *Global Environmental Change* [en ligne] pdf. sciencedirectassets.com, 19.10.2021.
- Botero, N. (2021). Pollution atmosphérique à la Une : visibilité médiatique d'un problème environnemental. *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne] journal.openedition.org.
- Bresson, V. (2020). Ces médias qui veulent réduire leur empreinte environnementale. *La revue des médias* [en ligne] larevuedesmedias.ina.fr, 14.09.2020.
- Carlino, V. (2018). Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine : temps « long » des désaccords, temps « infini » des déchets radioactifs. *Questions de communication*, 34, 155-172.
- Comby, J.-B. (2009). Quand l'environnement devient « médiatique » : conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique. *Réseaux*, 157-158, 157-190.
- Dassonville, A. (2022) Climat : un traitement médiatique qui ne passe plus. *Le Monde* [en ligne] lemonde.fr, 20.08.2022.
- Daoust-Boisvert, A. (2023). Le climat fait-il vibrer les médias québécois ? Dans *L'état du Québec 2023 : urgence climatique – Agir sur tous les fronts*. Éditions Somme toute/Le Devoir.
- Debray, R. (2020). *Le siècle vert : un changement de civilisation*. Tracts Gallimard.
- Delbecq, D. (2019). « The Guardian » dramatise son vocabulaire sur le climat et l'environnement. *Heidi.news* [en ligne] heidi.news, 17.05.2019.
- France Info (2021). Urgence climatique, crise sanitaire : face à un traitement médiatique jugé « anxigène », les Français attendent un journalisme de « solutions ». *France Info* [en ligne] francetvinfo.fr, 25.09.2021.
- Gillam, C. (2020). Finding and following the facts in an era of fake news. Dans D. B. Sachsman et J. Myer Valenti (dirs), *Routledge handbook of environmental journalism* (p. 83-94). Routledge.
- Grousson, M. (2023). « L'origine humaine du réchauffement fait officiellement consensus depuis au moins 15 ans ». *CNRS Le Journal* [en ligne] lejournal.cnrs.fr, 09.03.2023.
- Hertsgaard, M. et K. Pope (2019). The media are complacent while the world burns. *Columbia Journalism Review* [en ligne] cjr.org, 22.04.2019
- Holman, S. (2019). Dear journalists of Canada: Start reporting climate change as an emergency. *The Tyee* [en ligne] thetyee.ca, 28.05.2019.
- Macé, M. (2021). *Parole et pollution*. AOC.

Maxwell, R. et T. Miller (2017). Making journalism sustainable/sustaining the environmental costs of journalism. Dans P. Berglez, U. Olausson et M. Ots (dirs), *What is sustainable journalism? Integrating the environmental, social, and economic challenges of journalism* (p. 19-37). Peter Lang.

McIntosh, T. (2021). Enquêter sur les crimes contre l'environnement et sur le changement climatique. *Global Investigative Journalism Network* [en ligne] gijn.org, 08.10.2021.

Miller, T. (2015). Unsustainable journalism. *Digital Journalism*, 3(5), 653-663.

Nedjar, A. (2020). *Le thème de l'environnement dans les médias généralistes : l'analyse des cadres discursifs*, thèse de doctorat, Sorbonne Université.

Quef, J. (2024). De climat dans toutes les rubriques, mais des freins encore nombreux : la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique fait le bilan. *Vert* [en ligne] vert.eco, 15.01.2024.

Reporterre (2024). « Protégeons l'écologie dans les médias publics ». *Reporterre* [en ligne] reporterre.net, 24.05.2024.

Reporters d'espoirs (2020). Comment les médias traitent-ils du changement climatique ? *Reporters d'espoirs* [en ligne] reportersdespoirs.org, 07.07.2020.

Rich, N. (2019). *Perdre la Terre : une histoire de notre temps*. Seuil.

Stein, M. (2019). La controverse du « gaz de charbon » en France (2006-2018) : conflits de nomination et mise en question de la neutralité de l'expertise. *Mots : les langages du politique*, 119, 69-85.

Vert (s. a.) (2022). Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique. *Vert* [en ligne] chartejournalismeeecologie.fr, s. d.

Viner, K. (2019). Why the Guardian is changing the language it uses about the environment. *The Guardian* [en ligne] theguardian.com, 17.05.2019.